Conto corrente con la Posta

GAZZETTA UFFICIALE

PARTE PRIMA **DEL REGNO D'ITALIA**

Anno 70° **ROMA - Venerdì, 22 marzo 1929 - ANNO VII** **Numero 68**

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA E DEGLI AFFARI DI CULTO – UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI

SOMMARIO

CASA REALE

Numero di pubblicazione

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CASA REALE

AVVISO DI CORTE

Sua Maestà il Re ha ricevuto oggi alle ore 10.45, in udienza solenne, Sua Eccellenza il signor dottor Don Bernardo J. Gastelum, il quale ha presentato alla Maestà Sua le lettere che lo accreditano presso questa Real Corte in qualità di Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario degli Stati Uniti del Messico, nonchè quelle che pongono fine alla missione del suo predecessore.

Roma, addì 19 marzo 1929 - Anno VII

(784)

LEGGI E DECRETI

Numero di pubblicazione 916.

LEGGE 24 dicembre 1928, n. 3486.

Approvazione della Convenzione internazionale stipulata a Bruxelles il 15 luglio 1914, fra l'Italia ed altri Stati, per il riconoscimento reciproco dei punzoni e dei banchi di prova delle armi da fuoco, nonchè dei due allegati alla Convenzione stessa.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione internazionale stipulata a Bruxelles il 15 luglio 1914, fra l'Italia ed altri Stati, per il riconoscimento reciproco dei punzoni e dei banchi di prova delle armi da fuoco, nonchè ai due allegati alla Convenzione stessa.

Art. 2.

La presente legge entrerà in vigore trenta giorni dopo la chiusura del processo verbale di deposito delle ratifiche della Convenzione di cui al precedente articolo.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 24 dicembre 1928 - Anno VII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — MARTELLI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.

Convenzione.

Les Gouvernements de l'Allemagne, de la Belgique, de la France et de l'Italie, ayant reconnu l'utilité de conclure, sur les bases proposées par la Commission technique internationale des Bancs d'épreuves des armes à feu, qui s'est réunie à Liège en mai et juin 1911, une Convention en vue de l'établissement de règles uniformes pour la reconnaissance réciproque, dans leurs pays respectifs, des poinçons officiels d'épreuves des armes à feu, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont arrêté les dispositions suivantes:

Article 1.

Pour mesurer les pressions de tir ou d'épreuve dans les fusils de chasse, les Bancs d'épreuves feront usage d'appareils étalons présentant les caractéristiques indiquées ci-après:

Bloc de support avec fermeture à vis et système Sauer et mécanisme de percussion avec dispositif de sûreté;

Canons cylindriques des divers calibres usuels de chasse, de 70 centimètres de longueur (1);

Chambres de 65 millimètres de longueur aux dimensions actuellement en usage en Angleterre et spécifiées au tableau formant l'annexe I de la présente Convention;

Raccordement conique de 6 millimètres à arrêtes non adoucies;

Trois crushers du type français interchangeables sur les canons. Pistons de 6.18 millimètres de diamètre; sections 0.3 centimètres carrés; poids: 3.27 grammes environ.

Sur chaque canon, l'axe du premier de ces crushers sera à 17 millimètres de la tranche de culasse du canon, l'axe du deuxième à 162 millimètres de cette tranche, l'axe du troisième à 1000 millimètres de la bouche du canon.

Les cylindres crushers seront les cylindres en cuivre de 4.90 millimètres sur 3 millimètres, qui seront fournis par le Laboratoire central des poudres et salpêtres à Paris.

Article 2.

Pour mesurer les pressions de tir ou d'épreuve dans les fusils rayés et dans les carabines, les Bancs d'épreuves feront usage d'appareils étalons présentant des caractéristiques qui seront déterminées ultérieurement par la « Commission internationale permanente des armes à feu portatives » visée à l'article 7 de la présente Convention.

Article 3.

Pour mesurer les pressions de tir ou d'épreuve dans les revolvers et les pistolets automatiques, les Bancs d'épreuves feront usage d'appareils étalons présentant des caractéri-

(1) La plupart des appareils étalons construits jusqu'à présent ne comptent que deux canons, l'un en calibre 12, l'autre en calibre 16. Ils peuvent éventuellement être complétés par l'adjonction de canons d'autres calibres.

stiques qui seront déterminées dans le mêmes conditions que pour les armes mentionnées à l'article 2.

Article 4.

Un exemplaire de chacun de ces appareils étalons sera déposé au Conservatoire des Arts et Métiers, à Paris, pour servir d'appareils étalons internationaux.

Article 5.

Les Etats contractants s'engagent à reconnaître réciproquement comme équivalents aux poinçons d'épreuves apposés dans leurs Bancs d'épreuves nationaux, les poinçons des Bancs d'épreuve officiels étrangers dont le règlement ne sera pas en opposition avec les principes suivants:

A) L'épreuve complète d'un fusil de chasse comportera au moins deux tirs: l'un, d'épreuve provisoire, au cours de la fabrication du canon; l'autre, d'épreuve définitive, soit après que toutes les parties métalliques du canon et de l'appareil de fermeture ont reçu leurs dimensions intérieures et extérieures définitives, soit, lorsque l'arme est achevée en blanc, soit, enfin, lorsqu'elle est complètement terminée, en état de livraison.

B) Pour l'épreuve définitive, les fusils de chasse peuvent être classés en fusils destinés à la poudre noire et en fusils destinés aux poudres sans fumée. Un poinçon de contrôle distinct correspondra à chacune de ces catégories.

C) Pour l'épreuve définitive des fusils destinés à la poudre noire, la charge d'épreuve sera telle qu'elle indique au premier crusher de l'appareil étalon une pression minimum de:

620 kilogrammes par centimètre carré pour le calibre 12;

620 kilogrammes par centimètre carré pour le calibre 16 (1).

D) Pour l'épreuve définitive des fusils destinés aux poudres sans fumée, la charge d'épreuve sera telle qu'elle indique au premier crusher de l'appareil étalon une pression minimum de:

850 kilogrammes par centimètre carré pour le calibre 12;

850 kilogrammes par centimètre carré pour le calibre 16 (1).

E) Pour l'épreuve des carabines rayées, des revolvers et des pistolets automatiques des divers calibres, les cartouches employées développeront une pression de 30 p. c. au minimum supérieur à la pression constatée par le tir d'une serie suffisante des cartouches de commerce les plus fortes des même calibres chargées de poudre noire ou de poudre sans fumée.

Article 6.

Pour les fusils de chasse, chacun des Etats contractants ne pourra accorder le bénéfice de la reconnaissance officielle qu'aux poinçons correspondants aux épreuves définitives à la poudre noire ou à la poudre sans fumée, subies par les armes en état de livraison.

Article 7.

Afin de pouvoir constater la conformité aux dispositions précédentes des règlements des divers Bancs d'épreuves officiels des armes à feu, et pour poursuivre l'étude des améliorations et additions qu'il conviendrait d'apporter à ces dispositions, les Etats contractants conviennent de constituer une Commission dénommée « Commission internationale permanente des armes à feu portatives », qui aura son siège à Bruxelles.

Article 8.

La composition et les attributions de la Commission internationale permanente des armes à feu portatives sont déterminées par le règlement formant l'annexe II de la présente Convention.

Article 9.

En cas de doute ou de la discussion sur l'interprétation ou l'application d'un des points d'ordre technique fixés par la présente Convention, l'Administration intéressée recourra à l'avis de la Commission internationale permanente.

Article 10.

Tout Etat, non signataire de la Convention, qui désirera y adhérer, en informera le Gouvernement belge. Ce dernier donnera immédiatement connaissance de cette adhésion aux autres Etas contractants.

L'adhésion sortira ses effets trois mois après l'envoi de cette notification si, pendant ce temps, la Commission internationale permanente n'a pas fait d'objections au règlement annexé à la demande qui lui est presentée.

Article 11.

Les Etats contractants se réservent la faculté d'apporter de commun accord à la Convention toutes les modifications dont l'expérience démontrerait l'utilité.

Article 12.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées au Ministère des affaires étrangères à Bruxelles, le plus tôt possible et, au plus tard, dans un délai de trois mois.

Elle restera en vigueur pendant trois ans à compter du trentième jour après celui où aura été clos le procès-verbal de dépôt des ratifications.

Il est entendu que si aucun des Etats contractants n'a notifié au Gouvernement belge, six mois avant l'expiration de ladite période de trois ans, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention continuera à rester en vigueur pendant une nouvelle période de trois ans, et ainsi de suite.

Dans le cas où l'un des Etats contractants dénoncerait la présente Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard, la Convention restant obligatoire pour les autres Etats.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente Convention.

Fait à Bruxelles, le 15 juillet 1914 en un seul exemplaire, dont une copie conforme sera délivrée à chacun des Gouvernements signataires.

(s) Von BELOW (L. S.).
(s) J. DAVIGNON (L. S.).
(s) A. KLOBUKOWSKI (L. S.).
(s) COSTA (L. S.).

(1) Les pressions ci-dessus indiquées ont été mesurées par la Commission technique internationale des Bancs d'épreuves des armes à feu avec des appareils étalons internationaux construits au cours des négociations de la présente Convention.

ANNEXE I.

Dimensions minima réglementaires des chambres de fusil établies par la « Gunmakers Association », de Londres, et adoptées par la « Birmingham and provincial Gunmakers Association » et par les fabricants de munitions anglais.

DÉSIGNATION			CHAMBRE						DRAGEOIR					
Calibre	longueur nominale		longueur		diamètre à l'extremité de la chambre		diamètre sous le bourrelet		diamètre		profondeur		rayon de l'arc	
	pouces	m/m	pouces	m/m	pouces	m/m	pouces	m/m	pouces	m/m	pouces	m/m	pouces	m/m
1.	4	100	4.000	101.6	1.035	26.3	1.090	27.7	1.200	30.5	0.130	3.3	0.030	0.8
8.	3 1/4	82	3.250	82.5	0.914	23.2	0.930	23.65	1.035	26.3	0.115	2.95	0.020	0.5
10.	3 1/4	82	3.250	82.5	0.845	21.5	0.861	21.9	0.933	23.7	0.074	1.9	0.020	0.5
10.	2 7/8	67	2.875	73.0	0.845	21.5	0.859	21.85	0.933	23.7	0.074	1.9	0.020	0.5
12.	3	75	3.000	76.2	0.800	20.3	0.815	20.7	0.886	22.5	0.074	1.9	0.020	0.5
12.	2 3/4	70	2.750	69.8	0.800	20.3	0.813	20.66	0.886	22.5	0.074	1.9	0.020	0.5
12.	2 1/2	65	2.560	65.0	0.800	20.3	0.812	20.64	0.866	22.5	0.074	1.9	0.020	0.5
14.	2 1/2	65	2.560	65.0	0.763	19.4	0.775	19.7	0.847	21.5	0.068	1.75	0.020	0.5
16.	2 3/4	70	2.750	69.8	0.732	18.6	0.745	18.92	0.815	20.7	0.062	1.6	0.020	0.5
16.	2 1/2	65	2.560	65.0	0.732	18.6	0.744	18.9	0.815	20.7	0.062	1.6	0.020	0.5
20.	2 3/4	70	2.750	69.8	0.685	17.4	0.698	17.73	0.766	19.5	0.060	1.55	0.020	0.5
20.	2 1/2	65	2.560	65.0	0.685	17.4	0.698	17.73	0.766	19.5	0.060	1.55	0.020	0.5
24.	2 1/2	65	2.500	63.5	0.649	16.5	0.661	16.8	0.728	18.5	0.060	1.55	0.020	0.5
28.	2 1/2	65	2.500	63.5	0.614	15.6	0.626	15.9	0.688	17.5	0.060	1.55	0.020	0.5
32.	2 1/2	65	2.500	63.5	0.562	14.3	0.574	14.6	0.636	16.2	0.060	1.55	0.019	0.4
410.	2	50	2.000	50.8	0.465	11.8	0.475	12.62	0.537	13.7	0.060	1.55	0.015	0.4
360.	1 3/4	45	1.750	44.5	0.415	10.55	0.424	10.8	0.479	12.2	0.050	1.3	0.015	0.4

ANNEXE II.

REGLEMENT.

Article 1.

La Commission internationale permanente des armes à feu portatives est composée de délégués de divers Etats contractants.

Les votes au sein de la Commission ont lieu par Etat; chaque Etat a droit à une voix.

Article 2.

La Commission a pour objet principal l'examen des règlements des divers Bancs d'épreuves officiels des armes à feu sous le rapport de leur conformité aux conditions stipulées dans la Convention à laquelle le présent règlement forme annexe.

Elle statue par un vote de majorité sur les questions litigieuses soulevées en vertu de l'article 9 de la Convention.

Elle donne son avis sur toute autre question relative aux épreuves des armes à feu qui lui serait soumise par l'un des Etats contractants.

Enfin, elle recherche les améliorations ou les modifications qu'il deviendrait nécessaire, dans l'intérêt de la sécurité publique, d'apporter aux règlements sur l'épreuve des armes à feu.

Article 3.

Si elle juge utile à cet effet de poursuivre d'une manière continue certaines recherches ou expériences, elle peut se réunir à l'endroit choisi pour ces expériences, soit en Commission plénière, soit en Sous-commission.

Article 4.

La centralisation des dossiers, documents et publications sur la matière, la conservation des empreintes types des poinçons d'épreuves officiellement reconnus, le classement, les traductions et les communications des renseignements de toute nature qui se rapportent à l'épreuve des armes à feu, non seulement dans les Etats contractants, mais également dans les autres Etats; en un mot, les services de correspondance, d'administration et des archives sont assurés par un Bureau permanent composé du président et du secrétaire de la Commission, ainsi que d'un conservateur des archives.

Ce Bureau aura son siège au Ministère de l'industrie et du travail de Belgique (Administration de l'industrie, Bureau de métrologie).

Article 5.

La Commission internationale permanente des armes à feu portatives se réunit sur convocation de son bureau; cette convocation peut être faite à la demande de l'un des Etats contractants.

Pour éviter tout retard dans la réunion de la Commission, chaque Etat avertit le Gouvernement belge, qui en donne connaissance au Bureau, de toute modification apportée à la liste de ses délégués.

A défaut de notification contraire dans le courant du mois de janvier de chaque année, la liste des délégués de l'année antérieure sera considérée comme valable pour l'année en cours.

Article 6.

Le Bureau permanent transmet aux Etats signataires les décisions prises par la Commission internationale perma-

nente et leur fait parvenir notamment les fac-similé et descriptions des marques des poinçons reconnus internationalement.

Article 7.

Pour assurer l'exécution des dispositions qui précèdent, les Etats contractants communiqueront par la voie diplomatique au Gouvernement belge, qui les fera parvenir au Bureau permanent, les lois, arrêtés et règlements sur l'épreuve des armes à feu en vigueur dans les pays respectifs, ainsi que tous les autres documents qui leur seraient réclamés par ce Bureau.

Article 8.

Les frais résultant du fonctionnement du Bureau permanent seront supportés par le Gouvernement belge.

Les indemnités des délégués à la Commission internationale permanente sont à la charge de leurs pays respectifs.

Article 9.

Le présent règlement aura mêmes valeur et durée que la Convention à laquelle il est annexé.

Fait à Bruxelles, le 15 juillet 1914.

(s) Von Below (L. S.).
(s) J. Davignon (L. S.).
(s) A. Klobukowski (L. S.).
(s) Costa (L. S.).

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

p. *Il Ministro per gli affari esteri*:
Grandi.

Numero di pubblicazione 917.

LEGGE 31 dicembre 1928, n. 3490.

Conversione in legge del R. decreto-legge 13 marzo 1927, n. 1378, relativo alle dichiarazioni di eleggere la cittadinanza italiana, presentate in base all'art. 34 del Trattato di pace di Losanna dagli originari delle Isole italiane dell'Egeo stabiliti all'estero.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

E' convertito in legge il R. decreto-legge 13 marzo 1927, n. 1378, relativo alle dichiarazioni di eleggere la cittadinanza italiana, presentate in base all'art. 34 del Trattato di pace di Losanna del 24 luglio 1923 dagli originari delle Isole italiane dell'Egeo stabiliti all'estero.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 31 dicembre 1928 - Anno VII

VITTORIO EMANUELE.

Mussolini — Rocco.

Visto, *il Guardasigilli*: Rocco.

Numero di pubblicazione 918.

LEGGE 24 dicembre 1928, n. 3489.

Conversione in legge del R. decreto-legge 26 luglio 1928, n. 1763, che approva la proroga al 31 dicembre 1928 del « modus vivendi » stipulato in Parigi, fra l'Italia e la Francia, il 3 dicembre 1927.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

E' convertito in legge il R. decreto-legge 26 luglio 1928, n. 1763, che approva la proroga al 31 dicembre 1928 del « modus vivendi » di stabilimento provvisorio, stipulato in Parigi, mediante scambio di note, fra l'Italia e la Francia il 3 dicembre 1927.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 24 dicembre 1928 - Anno VII

VITTORIO EMANUELE.

Mussolini — Mosconi — Martelli.

Visto, *il Guardasigilli*: Rocco.

N.B. — Il testo dell'atto internazionale, oggetto della legge di cui sopra, è stato pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 3 agosto 1928, n. 180.

Numero di pubblicazione 919.

LEGGE 24 dicembre 1928, n. 3488.

Approvazione dello scambio di note effettuato in Roma il 16 maggio 1924 e il 19 giugno 1924, fra il Ministro per gli affari esteri d'Italia e il Ministro plenipotenziario di Svizzera, per l'estensione al Principato di Liechtenstein del Trattato di commercio concluso fra l'Italia e la Svizzera a Zurigo il 27 gennaio 1923.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

Piena ed intera esecuzione è data allo scambio di note avvenuto in Roma il 16 maggio 1924 ed il 19 giugno 1924 fra il Ministro per gli affari esteri d'Italia e il Ministro plenipotenziario svizzero in Roma per l'estensione al Principato di Liechtenstein del Trattato di commercio concluso fra l'Italia e la Svizzera a Zurigo il 27 gennaio 1923.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti

del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 24 dicembre 1928 - Anno VII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — MOSCONI — MARTELLI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.

IL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI D'ITALIA AL MINISTRO SVIZZERO IN ROMA

R. MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI
N. 4749/36

Roma, 16 maggio 1924.

Signor Ministro,

Con la nota verbale n. 201 del 25 marzo u. s., la S. V. mi comunicava che il 29 marzo 1923 è stato concluso fra la Svizzera e il Principato di Liechtenstein un trattato in base al quale detto Principato è stato unito al territorio doganale svizzero, e che tale trattato è entrato in vigore il 1° gennaio u. s.

La S. V. aggiungeva che, a partire dalla data sopramenzionata, tutte le disposizioni che regolano le relazioni commerciali fra la Svizzera e l'Italia sono applicate al Principato.

Nel prendere atto di tale comunicazione, ho l'onore d'informare V. S., anche nella sua qualità di Incaricato della Rappresentanza diplomatica del Principato di Liechtenstein, che, poichè ai prodotti d'origine e provenienza italiana alla loro entrata nel Principato di Liechtenstein viene applicato il trattamento doganale riservato agli stessi prodotti alla loro entrata in Svizzera, il R. Governo, da parte sua, applicherà ai prodotti d'origine e provenienza del Principato lo stesso trattamento doganale riservato ai prodotti d'origine e provenienza dalla Svizzera alla loro entrata nel Regno.

Ho l'onore pertanto di pregare la S. V. di voler portar quanto precede a conoscenza del Suo Governo nonchè del Governo del Liechtenstein e di favorirmi un cenno di risposta.

Gradisca, Signor Ministro, gli atti della mia alta considerazione.

Firmato: MUSSOLINI.

Signor
GIORGIO WAGNIÈRE
Ministro di Svizzera in
ROMA

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

p. *Il Ministro per gli affari esteri*:
GRANDI.

IL MINISTRO SVIZZERO IN ROMA AL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI D'ITALIA

LÉGATION DE SUISSE EN ITALIE
24, I. C. 12
N. 410

Rome, le 19 juin 1924.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à l'obligeante réponse que V. E. a bien voulu me faire par note n. 4749/36 du 16 mai 1924, au sujet du Traité d'Union du 29 mars 1923 entre la Suisse et la Principauté de Liechtenstein.

La communication précitée a été immédiatement portée à la connaissance du Gouvernement Fédéral, et celui-ci, conformément au désir exprimé dans Votre Note, n'a pas manqué de faire connaître au Gouvernement de la Principauté le contenu de la réponse que Vous avez bien voulu me faire au nom du Gouvernement Royal, et suivant laquelle il est établi que le Traité de Commerce italo-suisse déploiera également ses effets à l'égard de la Principauté de Liechtenstein.

Mon Gouvernement me charge aujourd'hui de remettre à V. E. la copie d'une note adressée par la Légation de la Principauté à Berne au Département Politique de la Confédération, et dans laquelle il est pris acte avec remerciements de la communication du Gouvernement Royal du 16 mai dernier.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de me très haute considération.

Le Ministre de Suisse en Italie:
Signé: WAGNIÈRE.

A Son Excellence
Monsieur MUSSOLINI
Ministre des affaires étrangères, etc.
ROME

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

p. *Il Ministro per gli affari esteri*:
GRANDI.

Numero di pubblicazione 920.

REGIO DECRETO 21 febbraio 1929, n. 296.
Radiazione della Regia nave « Nino Bixio » dal quadro del Regio naviglio.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Vista la legge 8 luglio 1926, n. 1178;
Udito il parere del Comitato degli ammiragli;
Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato e Ministro Segretario di Stato per la marina;
Abbiamo decretato e decretiamo:

La Regia nave « Nino Bixio » è radiata dal quadro del naviglio da guerra dello Stato a datare dal 15 marzo 1929.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 21 febbraio 1929 - Anno VII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 18 marzo 1929 - Anno VII
Atti del Governo, registro 282, foglio 111. — SIROVICH.

DECRETO MINISTERIALE 12 febbraio 1929.

Accettazione delle dimissioni presentate dal presidente dell'Ente nazionale per le piccole industrie.

IL MINISTRO PER L'ECONOMIA NAZIONALE

Vista la legge 29 marzo 1928, n. 631, con la quale è stato riordinato l'Ente nazionale per le piccole industrie;
Visto lo statuto dell'Ente, approvato con R. decreto 24 agosto 1928, n. 2431;
Visto il decreto Ministeriale 31 maggio 1927 con il quale il gr. uff. ing. Beppe Ravà fu nominato presidente dell'Ente;
Vista la lettera 15 gennaio 1929, con la quale l'ing. Ravà ha presentato le dimissioni dalla carica;

Decreta:

Sono accettate le dimissioni da presidente dell'Ente nazionale per le piccole industrie, presentate dal gr. uff. ingegnere Beppe Ravà.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 12 febbraio 1929 - Anno VII

Il Ministro: MARTELLI.

(779)

DECRETO MINISTERIALE 31 dicembre 1928.

Determinazione della tassa di scambio sulle carte da giuoco.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visti gli articoli 27 e 56 della legge della tassa sugli scambi 30 dicembre 1923, n. 3273;
Ritenuta l'opportunità di disciplinare la riscossione della tassa di scambio sulle carte da giuoco in via di abbonamento;

Decreta:

A decorrere dal 1° gennaio 1929 la tassa di scambio sulle carte da giuoco di produzione nazionale è dovuta una volta tanto in via di abbonamento, a norma dell'art. 27 della legge della tassa sugli scambi 30 dicembre 1923, n. 3273, e giusta le modalità in vigore per gli altri prodotti soggetti ad imposta di fabbricazione, nella misura di L. 1.50 per cento del prezzo di vendita, escluso il bollo, dei mazzi di carte da giuoco bollati, che dal registro di carico e scarico obbligatorio per i fabbricanti ai fini dell'applicazione della tassa di bollo di che alla legge 30 dicembre 1923, n. 3277, risultano comunque usciti dalle fabbriche durante il periodo cui si riferisce la convenzione di abbonamento.

Per le carte da giuoco provenienti dall'estero la tassa di scambio, a decorrere dal 1° gennaio 1929, sarà liquidata e riscossa dalle dogane nella misura suddetta di L. 1.50.

Per gli scambi successivi di carte da giuoco che hanno luogo nel Regno non è dovuta tassa di scambio e le note, conti e fatture relative, in quanto vengano rilasciati, sono soggetti alla ordinaria tassa di bollo di che all'art. 52 della tariffa alleg. *A* alla legge del bollo 30 dicembre 1923, n. 3268.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 31 dicembre 1928 - Anno VII

Il Ministro: MOSCONI.

(778)

DECRETO PREFETTIZIO 6 febbraio 1929.

Riduzione di cognome nella forma italiana.

N. 16503.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DEL CARNARO

Vista la domanda presentata dal signor Weisz Emerico, nato a Döröcske (Ungheria) il 28 marzo 1893 da Bernardo e da Maria Buchler, residente a Fiume, diretta ad ottenere ai termini dell'art. 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, la riduzione del proprio cognome in quello di « Bianchi ».
Ritenuto che contro l'accoglimento di tale domanda, rimasta affissa per un mese tanto all'albo del Comune di residenza del richiedente quanto all'albo della Prefettura non è stata fatta opposizione alcuna nel termine legale di 15 giorni;
Visto il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494, nonchè le istruzioni approvate con decreto 5 agosto 1926 del Ministro per la giustizia e gli affari di culto;
Udito il parere della Commissione consultiva appositamente nominata;

Decreta:

Il cognome del signor Emerico Weisz è ridotto nella forma italiana di « Bianchi » a tutti gli effetti di legge.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, notificato dal commissario prefettizio di Fiume al richiedente ed avrà esecuzione secondo le norme di cui ai numeri 4 e 5 delle istruzioni anzidette.

Fiume, addì 6 febbraio 1929 - Anno VII

Il prefetto: VIVORIO.

(692)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - DIV. I - PORTAFOGLIO

N. 65.

Media dei cambi e delle rendite

del 20 marzo 1929 - Anno VII

Francia	74.59	Belgrado	33.60
Svizzera	367.44	Budapest (Pengo)	3.33
Londra	92.702	Albania (Franco oro)	366 —
Olanda	7.648	Norvegia	5.095
Spagna	287.87	Russia (Cervonetz)	98 —
Belgio	2.65	Svezia	5.105
Berlino (Marco oro)	4.532	Polonia (Sloty)	214.50
Vienna (Schillinge)	2.685	Danimarca	5.09
Praga	56.60		
Romania	11.38	Rendita 3.50 %	70.15
Peso Argentino Oro	18.20	Rendita 3.50 % (1902)	66 —
Peso Argentino Carta	8 —	Rendita 3 % lordo	44.50
New York	19.09	Consolidato 5 %	81.45
Dollaro Canadese	18.95	Obbligazioni Venezie 3.50 %	75 —
Oro	368.35		

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Rettifiche d'intestazione. **2ª Pubblicazione.** (Elenco n. 32).

Si dichiara che le rendite seguenti, per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, vennero intestate e vincolate come alla colonna 4, mentre che dovevano invece intestarsi e vincolarsi come alla colonna 5, essendo quelle ivi risultanti le vere indicazioni dei titolari delle rendite stesse.

Debito 1	Numero di iscrizione 2	Ammontare della rendita annua 3	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE 4	TENORE DELLA RETTIFICA 5
Buono Tesoro ordinario eserc. 1925-26	1748	Cap. 5,000 —	*Gabrile* Mariantonia, Giacoma e Adriana fu Pasquale, minori sotto la tutela di Bosco Annibale fu Antonio.	*Gabriele* Mariantonia, Giacoma e Adriana, minori, ecc. come contro.
Cons. 5 % Polizze Comb.	4619	20 —	*Lopello* Potito fu Giuseppe, dom. in Ascoli Satriano (Foggia).	*Lobello* Potito fu Giuseppe, dom. come contro.
Buoni Tesoro ordinari eserc. 1925-26	2265 3474 3475	Cap. 1,000 — » 2,000 — » 2,000 —	Biestro Natale e Adele di Natale. Biestro Natale fu Vincenzo e Biestro Adele di Natale.	Biestro Natale fu Vincenzo e Biestro *Gemma-Luigia, vulgo Adele* di Natale.
Cons. 5 %	138713	945 —	Scarsi Maddalena fu Giovanni, *nubile*, dom. a Ovada (Alessandria).	Scarsi Maddalena fu Giovanni, *ved. di Calderone Gio Batta*, ecc.
»	137980	1,000 —	Parrilla *Vincenzino* di Emilio, dom. a Bocchigliero (Cosenza).	Parrilla *Vincenzo* di Emilio, *minore sotto la p. p. del padre*, dom. come contro.
»	429494	1,800 —	Martinoja Fernanda di Giuseppe, minore sotto la p. p del padre, dom. a Gemonio (Como), con usuf. a Visconti *Paolina* fu Pietro ved. Visconti, dom. a Gemona (Como).	Intestata come contro; con usuf. a Visconti *Maria-Paola* fu Pietro, ved. di Visconti *Ferdinando* dom. a Gemona (Como).
»	442944	210 —	Ferrarone Giovanni fu Giovanni, minore sotto la p. p. della madre Falla Giovanna fu Carlo ved. Ferrarone, dom. a Candelo (Novara); con usuf. vit. ad Orso *Valentina* fu Giuseppe ved. di Ferrarone Antonio, dom. a Candelo (Novara).	Intestata come contro; con usuf. vital. ad Orso *Francesca-Valentina-Giuseppa* fu Giuseppe, ved. di Ferrarone Antonio, dom. a Candelo (Novara).
3.50 %	303077	31.50	*Guglielmina* Marianna fu *Gaspare* moglie di Guglielmina Giovanni, dom. a Rassa (Novara).	*Degaudenzi* Marianna fu *Giuseppe*, moglie, ecc. come contro.
Cons 5 %	88367	10 —	Mattioli *Virgilio* fu Antonio, dom. a Lizzano in Belvedere (Bologna), vincolata.	Mattioli-*Mamante Demetrio* fu Antonio, dom. come contro, vincolata.
3.50 % « »	518576 704577 704576	70 — 70 — 35.—	Dell'Asta *Catterina* fu Gioacchino, nubile, domiciliata a Savona (Genova).	Dell'Asta *Maria-Catterina* fu Gioacchino, nubile, dom. a Savona (Genova).
Cons. 5 % »	341758 280896	150 — 220 —	Mongelli *Maria* fu Andrea, minore sotto la p. p. della madre Girone Cesarea di Domenico dom. in Bari.	Mongelli *Vittorina-Maria* fu Andrea, minore ecc. come contro.
Buono Tesoro ordinario Serie *E* eserc. 1925-26 emesso il 11-4-1926	4011	Cap. 10,000 —	*Maci* Elvira fu Luigi.	*Pagliardini* Elvira fu Luigi *moglie di Maci Adolfo*.
Buono Tesoro ordinario eserc. 1925-26	2205	» 2,000 —	Sciarrino *Giovanni* fu Carmelo.	Sciarrino *Giovanna* fu Carmelo, *ved. di Chiavetta Leopoldo*.
Cons. 5 %	345629	575 —	Nicolò *Domenico* fu Domenico, minore sotto la p. p. della madre Campolo Teresa fu Antonino, dom. a Reggio Calabria.	Nicolò *Agostino-Filippo-Domenico-Angelo*, minore ecc. come contro.

A termini dell'art. 167 del Regolamento generale sul Debito pubblico, approvato con R. decreto 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, le intestazioni suddette saranno come sopra rettificate.

Roma, 23 febbraio 1929 - Anno VII

Il direttore generale: CIARROCCA.

(566)

ROSSI ENRICO, *gerente*. Roma — Stabilimento Poligrafico dello Stato - G. C.